

# L'heure du réveil



# Dihunomp !

La lettre d'information des Bretons

ISSN 1961 - 6015



Avril 2009 - N° 18



## Éditorial

### Rapport Balladur

Je ne lis aucun quotidien français écrit, qu'il soit national ou se prétende régional et classé, à ce titre, dans la PQR. Je préfère réserver mon temps et mon argent à d'autres lectures et faire appel aux immenses ressources d'Internet pour recueillir la majorité des informations qui apparaissent dans notre lettre mensuelle. La raison majeure de cet ostracisme est l'incompétence assez générale des journalistes pour parler des sujets qu'ils traitent, à laquelle s'ajoutent un manque de curiosité pour les approfondir et en vérifier l'exactitude et, en outre, un parti pris idéologique et politico-politicien bien cultivé par les courants de pensée auxquels ils appartiennent en majorité.

L'illustration de ce qui précède nous a été amplement fournie lors de la présentation officielle le 5 mars au président Sarkozy du rapport élaboré par la commission Balladur, un rapport qui comporte 174 pages, un sous-titre «il est temps de décider», 20 propositions (pages 121 à 128) et plusieurs pages qui suivent consacrées aux opinions de ceux qui ont voté contre telle ou telle proposition ou se sont abstenus de voter.

Curieusement, ce rapport n'a guère fait la "une" des médias français audiovisuels (télévisions et radios). Quant à la presse écrite, particulièrement celle qui nous intéresse le plus - la presse qualifiée de "bretonne", - elle semble s'être focalisée sur une seule des propositions, la proposition N° 1 dans laquelle on a cru décerner une voie vers la réunification du territoire légitime breton - c'est à dire le retour du département de la Loire-Atlantique à sa région d'origine - et qui dit ceci, textuellement :

« Proposition n° 1 : favoriser les regroupements volontaires de régions et la modification de leurs limites territoriales, pour en réduire le nombre à une quinzaine. » Monsieur Balladur et son équipe, cependant, laissent à chacun le soin de se débrouiller en explicitant la proposition par la phrase suivante : « Pour les modifications des limites des régions, il est proposé que le vote du Parlement ne soit plus requis (*c'est une bonne chose*) mais que suffisent les délibérations concordantes des régions et départements concernés, assorti d'un avis favorable des conseils généraux des départements de chaque région (*c'est là le hic !*)

Il n'empêche que nos "braves" journaux réputés bretons, se sont saisis de cette ambiguïté - départements concernés ou départements de chaque région concernée ? - pour soulever une polémique dont ils sont si friands. Le Finistérien posant la question de la bretonnité de l'Ille et Vilaine, Nantes ou Rennes comme capitale, réactions des petits suzerains risquant de perdre une partie de leurs fiefs, sans parler des petits clivages politiques habituels. etc. On en reparlera donc .

Paul Chérel

## Semaine du Golfe

Lors de sa création en 2000, le budget prévisionnel de ce projet, piloté par l'Association créée pour "La semaine nautique du Golfe", était de 6 millions de francs ; il était en 2007 de 1 500 000 euros dont environ 40% supportés par le département du Morbihan, 20 % par la Région, le reste étant partagé entre des communes voisines, un quotidien dit régional et diverses entreprises commerciales et industrielles. Le Golfe du Morbihan est-il à ce point en "retard d'image" qu'il faille consacrer une telle somme à sa survie ?

La question qu'il faut surtout se poser, c'est, à qui rapporte cette

### "Semaine du Golfe" ?

J'attends toujours qu'on me fasse connaître le bilan de cette semaine, c'est à dire combien de nuitées (une nuit d'hébergement + un repas) supplémentaires, génère cette manifestation sachant qu'elle se déroule durant la semaine de l'Ascension et que les résidents secondaires seront là, manifestation ou pas.

Concernant l'écologie, est-ce sérieux de faire entrer dans notre "petite mer" fermée un millier de bateaux dont un grand nombre à moteur sans oublier que les voiliers sont parfois obligés de naviguer à moteur lorsqu'il n'y a pas de vent, ce qui s'est notamment passé en 2007 ?

En fait, n'ayons pas peur des mots, cette manifestation permet aux "politiques" et aux "fonctionnaires" de l'Association de se faire photographier sur les pontons lors de la clôture après être allés précédemment, à nos frais, au salon nautique de Paris ou, comme cette année, au Pays de Galles pour rechercher une participation.

Les seuls gagnants seraient alors le journal qui augmente sensiblement ses ventes à cette occasion et quelques entreprises qui en profitent pour leur publicité.

N'y a-t-il pas mieux à faire, en cette période de crise, pour dépenser notre argent ?

Un ancien élu local, ex-membre du SIAGM depuis sa création.